

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

SEPTEMBRE 2019

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE



FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)

L'ÉDUCATION, LE COMBAT DE TOUTES ET TOUS

→ Alexandra D'Alcantara

Le ministre de l'Éducation nationale refuse d'écouter la communauté éducative qui a pourtant demandé de la concertation. A l'image de M. Macron qui précarise les classes populaires et moyennes tout en réprimant la contestation, M. Blanquer choisit de ne pas écouter les personnes qui vivent l'école qu'il veut nous imposer et prévoit même de sanctionner les enseignants qui ont pris part à la contestation. En revanche, toujours pas de nouveaux postes d'enseignants en vue. Parcoursup, Baccalauréat, réforme de l'école, du collège et du lycée, autant de mesures qui renforcent un projet de sys-

tème éducatif concurrentiel, dans lequel ce ne sont pas les enfants de ministre qui sont perdants, mais bien les nôtres, encore éloignés d'un enseignement de qualité et de la liberté d'orientation. Conscients de tout cela, nous créons à Gennevilliers des dispositifs visant à réduire ces inégalités sociales et territoriales : gratuité des fournitures scolaires, des dictionnaires et des classes transplantées, le Fil Continu pour aider les élèves décrocheurs, langues étrangères dès le primaire, offre culturelle étendue pour les scolaires... tout en menant la bataille pour une école publique de qualité pour tou-te-s, avec vous. Nous remercions les enseignant-e-s et parents d'élèves, nombreux-ses à Gennevilliers, qui ont pris part au mouvement contre les réformes de M. Blanquer et souhaitons une bonne rentrée à tou-te-s les élèves et étudiant-e-s. Contact : groupefdg@ville-gennevilliers.fr



GROUPE SOCIALISTE

RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE : UNE REMISE EN CAUSE MASSIVE DE NOTRE MODÈLE SOCIAL

→ Maria-Blanca Fernandez

Depuis son élection, Emmanuel Macron rend les chômeurs seuls responsables de leur situation, il souhaite les culpabiliser. Cette volonté se traduit dans la politique conduite par le gouvernement d'Édouard Philippe. La réforme de l'assurance chômage, décidée unilatéralement, ouvre la voie à un changement majeur dans la prise en charge du risque chômage, avec le passage d'un système d'assurance à un régime d'assistantat. Trois objectifs pour le gouvernement :

- Diminuer artificiellement le nombre de demandeurs d'emplois

inscrits. · Réaliser de substantielles économies sur le dos des chômeurs. · Transférer de manière progressive le financement de l'assurance chômage de la cotisation vers l'impôt. Les économies annoncées et la réduction artificielle des statistiques du chômage se réaliseront au détriment des demandeurs d'emplois les plus fragiles et les plus faiblement indemnisés, notamment les jeunes. Cette fragilisation et cette précarisation des demandeurs d'emploi s'opèrent au mépris du dialogue social et du débat démocratique puisque ce texte ne sera même pas discuté devant le Parlement ! Alors que de nombreux autres enjeux relatifs au travail, aux affaires sociales, aux questions scolaires sont à l'agenda du gouvernement, cette phrase de Léon Blum prend une dimension toute particulière: « Pour être énergique et efficace, la démocratie populaire ne peut être et ne sera qu'une démocratie sociale ». Groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr ; 01 40 85 63 56



GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE

L'ÉMANCIPATION, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE.

→ Richard Merra

L'Éducation a longtemps eu pour seul objectif d'assurer la transmission d'une sorte de patrimoine immatériel. Ce dernier en partie reçu, en partie construit par l'expérience et régulé par les pouvoirs religieux ne devait pas perturber la stabilité des positions hiérarchiques dans les sociétés. La fonction d'accompagnement de la reproduction sociale est historiquement constitutive de l'Éducation. La promesse de Liberté, d'Égalité et d'Émancipation issue de la philosophie des Lumières induit une autre définition. L'Éducation est un « *Bien Commun et un Droit Universel* ». On comprend aisément le potentiel révolutionnaire qui cherchera à s'exprimer dans un tel principe. Sa stricte application n'a en effet pas d'autre objet que l'émancipation individuelle, sans distinction d'origine et

de genre. Quel pouvoir accepterait sans résister, d'abandonner une construction idéologique qui justifie la transmission à l'identique des rôles politiques, économiques et sociaux ? On comprend alors que l'Éducation soit l'objet d'enjeux et d'importantes confrontations. L'erreur serait de croire que tout se joue à l'école. Si l'on se mettait à la place d'un enfant, on constaterait que son environnement est constitué de nombreux adultes, outre ses enseignants. Adultes, ils sont tous ses éducateurs. Pour l'enfant, « la coéducation » n'est donc pas un concept d'intellectuels modernistes, elle est sa réalité de sujet à éduquer. Or, si nous sommes nombreux, cela n'impose pas d'unifier les postures, car l'objectif émancipateur se nourrit dans la multitude. En revanche il impose de partager l'idée que le déterminisme social n'est pas inéluctable. C'est l'esprit qui anime notre Politique Educative Municipale. Alliée des familles et des enseignants pour construire ce « *Bien Commun et Universel* », elle ne peut être qu'offensive et ambitieuse. Aussi, elle ne se réduit pas à mobiliser des moyens matériels sur tous les temps de l'enfant. Elle assume sa part de la Coéducation. Bonne rentrée à nous tous : enfants, élèves, familles, enseignants, éducateurs municipaux...

UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

CONTRIBUTION NON PARVENUE



LA FRANCE INSOUVERAINE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

POUR UNE RENTRÉE CITOYENNE !

→ Nasser Lajili

Aucun citoyen français n'est l'instrument du grand remplacement décrit par l'ethnocentrisme vulgaire et grossier. Tous les Français sont les enfants de l'Histoire de la nation, Patrie protectrice et champ de notre présence, son besoin nous appelle et nous sommes la sève de son existence. Nous dessinons les traits de son visage, elle devient ainsi, le miroir dans lequel chacun reconnaît les contours de sa vie. Les Français du sol revendiquent une souveraineté nou-

velle encore isolée, mais en marche dans le monde de la souveraineté nationale, s'exprimant et s'imposant par le suffrage universel. C'est dans le cadre des élections municipales que chaque citoyen peut mettre sur nos institutions politiques et sociales l'empreinte de son génie. Le génie du patriotisme constitutionnel vécu comme le premier degré d'attachement à la nation. Un grand nombre de nos concitoyens se posent la question de la liberté de vivre en paix et celle de la responsabilité politique. L'abstention est contre-productive, à chaque scrutin elle affaiblit un peu plus notre démocratie. Chacun d'entre nous a une voix et il faut se faire un devoir de l'exprimer. Nous devons rester vigilants, en participant, chacun selon ses convictions, au débat public. La démocratie est une lettre morte à laquelle seul le souffle citoyen donne la vie.



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

SUBVENTION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES HAUTS-DE-SEINE

→ Jacqueline Marichez-Cléro

Une subvention 8102939 euros pour Gennevilliers. Cet engagement se répartit comme suit 6375000 euros : Création d'un centre de loisirs maternel de regroupement et des espaces dédiés aux activités scolaires et périscolaires sur le site Grésillons maternelle : 1023000 euros Dans ce budget, il est aussi prévu la restructuration du groupe scolaire Anatole-France. Et requalification de ses abords 2330000 euros ainsi que les espaces publics autour de la zone commerciale des Chanteraines ; 854000 euros l'extension et la réhabilitation du centre équestre, la première

tranche pourra ainsi être lancée. 1276000 euros Requalification et l'aménagement du carrefour Chandon-Debussy. 517000 euros Bien entendu, la réhabilitation du théâtre de Gennevilliers 375000 euros Les 1727939 euros restant financeront le programme de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant, 150650 euros, les activités sportives 369000 euros, les activités culturelles 60000 euros, ainsi que la politique de la ville. 1147389 euros Le groupe LR, DVD souhaite à l'ensemble des enfants gennevillois, maternels, primaires, collégiens et lycéens une excellente rentrée scolaire. Le groupe les Républicains-Divers Droite remercie Patrick Devedjian, Président du Conseil Départemental LR. Jacqueline.clero@wanadoo.fr - 06 43 59 06 88



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

RENTRÉE SCOLAIRE 2019 : ÊTRE À L'ÉCOUTE DES BESOINS

→ Brice Nkonda

Pour cette rentrée scolaire 2019, certaines familles sont encore confrontées à une séparation de leur fratrie, avec les problèmes affectifs et logistiques que cela entraîne. Plusieurs parents n'ont pas souhaité mettre leurs enfants dans l'école de leur nouveau secteur, pour ne pas les déraciner de leur environnement scolaire habituel, de leurs repères, de leurs amis. En conséquence, chaque matin, ils devront faire une, deux, voire trois écoles différentes si l'on compte la crèche. Plusieurs situations peuvent être résolues par l'écoute et le dialogue : nous appelons donc les élus en responsabilité à recevoir les parents concernés, et à solutionner les cas les plus bloquants, avec l'aide des directeurs d'école ; il faut impérativement trouver une issue juste et humaine pour ces familles. Si la règle qui a toujours prévalu est celle

de la non-séparation des fratries, force est de constater qu'elle a été enfreinte : il faut donc y remédier. Il ressort par ailleurs que la Municipalité se décharge sur les enseignants des tâches qui lui incombent. L'année dernière, l'attribution des fournitures scolaires gratuites a donné lieu à un grand bazar car plusieurs parents avaient acheté le matériel de leur enfant : cette année, ce sont les enseignants qui sont missionnés. Pour les cars scolaires, chaque enseignant doit gérer un budget annuel de 1000 € : or, c'est un budget par année civile qui, bien souvent, ne permet pas de faire deux sorties par année scolaire. Toujours sur les sorties scolaires, il faudra veiller à la ponctualité des cars, à leur propreté et, plus globalement, à ce que le niveau de service soit meilleur. Sur les temps de cantine, l'encadrement devra aussi être amélioré : avec l'augmentation du nombre d'élèves par établissement, il peut manquer jusqu'à 5 ou 6 animateurs pour être dans la norme. Enfin, sur les classes de découverte, les équipes d'animation, les billets de train et les activités sur site devront être planifiés plus en amont pour éviter tout désagrément. En résolvant ces problèmes récurrents, nos enfants passeront une bien meilleure année.